



## CHAPITRE 64

## CHAPTER 64

Loi modifiant la charte de la cité de Dorval

An Act to amend the charter of the city of Dorval

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Dorval a, par sa pétition, exposé:

Qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 14 George VI, chapitre 120, telle que modifiée par les lois 2-3 Elizabeth II, chapitre 97; 3-4 Elizabeth II, chapitre 83; 4-5 Elizabeth II, chapitre 97; 5-6 Elizabeth II, chapitre 91, et 6-7 Elizabeth II, chapitre 70, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
a. 26, am.  
pour la  
cité.

**1.** L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Dorval, en ajoutant après le paragraphe 6°, le paragraphe 6°a:

Droit de  
louer des  
locaux  
confirmé.

"6°a La cité possède et à toujours possédé le droit de louer des locaux dans tous les édifices municipaux et dans les parcs, à tout individu, société, corporation ou compagnie pour des fins professionnelles, commerciales, industrielles, sociales, sportives, administratives et autres."

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la cité.

**2.** L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), déjà modifié, pour la cité, par l'article 22 de la loi 14 George VI, chapitre 120, par l'article 3 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 97, et par l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 83, est de nouveau

**W**HEREAS the city of Dorval has, by its petition, represented:

Preamble.

That it is necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 14 George VI, chapter 120, as amended by the acts 2-3 Elizabeth II, chapter 97; 3-4 Elizabeth II, chapter 83; 4-5 Elizabeth II, chapter 97; 5-6 Elizabeth II, chapter 91, and 6-7 Elizabeth II, chapter 70, be further amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Dorval, by adding after paragraph 6, the following paragraph 6a:

R.S.,  
c. 233,  
s. 26, am.  
for city.

"6a. The city possesses and has always possessed the power to rent premises in all the municipal buildings and parks, to any individual, firm, corporation or company, for professional, commercial, industrial, social, sporting, administrative and other purposes."

Power  
to rent  
premises  
con-  
firmed.

**2.** Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), already amended, for the city, by section 22 of the act 14 George VI, chapter 120, by section 3 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 97, and by section 3 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 83, is again

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
city.

modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1<sup>c</sup>, les paragraphes suivants:

Règlementation des postes d'essence.

"1<sup>d</sup> Sous réserve des droits acquis résultant des permis actuellement en vigueur, la cité peut réglementer dans certains quartiers, pour fins d'urbanisme et de zonage, la construction des postes de vente d'essence au détail, ou en limiter le nombre.

Effets d'avis de motion pour amender certains règlements.

"1<sup>e</sup> Tout avis de motion pour amender un règlement de construction ou de zonage de la cité, et créant ou modifiant une zone de construction, a les effets suivants, à condition qu'il contienne une description détaillée de la zone ainsi que de sa catégorie:

1° Interdire l'émission par les officiers de la cité de tout nouveau permis pour une bâtisse dont la construction est défendue dans la zone projetée;

2° Suspendre et empêcher de donner suite à un permis, émis antérieurement à l'avis de motion, pour une bâtisse dont la construction n'est pas commencée, et est défendue dans la zone projetée;

3° Si le règlement d'amendement, auquel réfère l'avis de motion, n'a pas été mis en vigueur dans un délai de trois mois de la date de l'avis de motion, les dispositions du présent article n'auront pas force et effet."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

**3.** L'article 429 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la cité de Dorval, par l'article 6, de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 97, par l'article 4 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 97, et par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 91, est de nouveau modifié, pour la cité de Dorval, en ajoutant après le paragraphe 11<sup>o</sup>, les paragraphes suivants:

Circulation détournée.

"11<sup>a</sup> Pour détourner la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie, y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence.

Enlèvement de véhicules stationnés illégalement.

"11<sup>b</sup> Pour enlever, remorquer tout véhicule stationné qui nuirait aux travaux ou opérations de la cité et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage."

amended, for the city, by adding after paragraph 1c, the following paragraphs:

"1<sup>d</sup>. Subject to vested rights from the licences presently in force, the city may regulate in certain wards, for town-planning and zoning purposes, the construction of stations for the retail sale of gasoline, or limit the number thereof.

Regulation of gasoline stations.

"1<sup>e</sup>. Every notice of motion to amend a building or zoning by-law of the city, and creating or altering a building zone, shall have the following effects, provided that it contains a detailed description of the zone, as well as of its category:

Effects of notice of motion to amend certain by-laws.

1. Prohibit the issue by the officers of the city of any new permit for a building the construction of which is forbidden in the proposed zone;

2. Suspend and prevent from being acted upon a permit issued prior to the notice of motion, for a building the construction of which has not yet been commenced and is prohibited in the proposed zone;

3. If the amending by-law to which the notice of motion refers has not been put into force within a delay of three months from the date of the notice of motion, the provisions of this section shall not have force and effect."

**3.** Section 429 of the Cities and Towns Act, as amended, for the city of Dorval, by section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 97, by section 4 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 97, and by section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 91, is again amended, for the city of Dorval, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

"11<sup>a</sup>. To divert traffic in the streets of the city when work on roads, including the clearing and removal of snow, is in progress there, and in all cases of emergency.

Traffic diverted.

"11<sup>b</sup>. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations of the city and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs."

Removal of vehicles parked illegally.

S.R.,  
c. 233,  
a. 472,  
am. pour  
la cité.

**4.** L'article 472 de la Loi des cités et villes, tel que modifié par l'article 9 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié, pour la cité de Dorval, en ajoutant après le paragraphe 1<sup>a</sup>, le paragraphe suivant:

Roulotte  
consti-  
tuant  
nuisance.

"1<sup>b</sup> Pour décréter que le fait de laisser ou de placer une roulotte ou autre véhicule sur un terrain, aux fins de l'employer comme habitation ou établissement commercial, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent subsister une telle nuisance et pour prescrire les mesures propres à les en empêcher."

S.R.,  
c. 233,  
a. 473a,  
aj. pour  
la cité.

**5.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Dorval, en ajoutant après l'article 473, l'article suivant:

Octrois  
autorisés  
par règle-  
ments.

"**473a.** 1. Le conseil peut faire des règlements pour aider dans la cité ou ailleurs:

a) aux sociétés artistiques, scientifiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toute communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics.

Limite.

Tous les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme de trois mille (\$3,000.00) dollars annuellement; cette somme pourra être distribuée au gré du conseil en vertu de résolutions, à la condition d'être prise à même les fonds généraux.

Contrats  
pour orga-  
nisation  
des loisirs,  
etc.

**2.** Passer des contrats avec des associations sans but lucratif pour fins d'organisation des loisirs en cette cité, pour la gestion et l'administration de terrains de jeux, de stades, de patinoires ou autres lieux publics d'amusement et leur accorder, à même ledit montant de trois mille (\$3,000.00) dollars prévu au paragraphe précédent, les fonds nécessaires

**4.** Section 472 of the Cities and Towns Act, as amended by section 9 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 97, is again amended, for the city of Dorval, by adding after paragraph 1a, the following paragraph:

R.S.,  
c. 233,  
s. 472,  
am. for  
city.

"1b. To decree that to leave or place a trailer or other vehicle on any land, to be used as a dwelling or commercial establishment constitutes a nuisance and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

Trailer  
deemed  
nuisance.

**5.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Dorval, by adding after section 473, the following section:

R.S.,  
c. 233,  
s. 473a,  
added  
for city.

"**473a.** 1. The council may make by-laws to assist, in the city or elsewhere:

Grants  
author-  
ized by  
by-laws.

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums.

All grants so appropriated shall not exceed the sum of three thousand (\$3,000.00) dollars annually; such sum may be distributed by resolution at the will of the council, on the condition that it be taken out of the general fund.

Limit.

**2.** Make contracts with non-profit associations for purposes of recreational guidance in the city, for the management and administration of playgrounds, stadiums, skating rinks or other public places of amusement, and grant them, out of the said sum of three thousand (\$3,000.00) dollars contemplated in the preceding paragraph, the necessary funds for such

Contracts  
for recrea-  
tional  
guidance,  
etc.

à cette fin, aux conditions que le conseil pourra établir par résolution."

S.R.,  
c. 233,  
a. 603a,  
aj. pour  
la cité.

**6.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Dorval, en ajoutant après l'article 603, le suivant:

Emprunt  
autorisé.

"**603a.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille (\$50,000.00) dollars pour travaux permanents urgents.

Approba-  
tion préa-  
lable.

Les travaux nécessitant tel emprunt ne peuvent, cependant, être entrepris avant que la résolution du conseil les autorisant n'ait été approuvée par la Commission municipale de Québec."

Création  
d'un fonds  
industriel  
autorisé.

**7.** Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la cité est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas deux cent cinquante mille (\$250,000.00) dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt, sauf que la majorité ayant voté sera toujours suffisante pour l'approbations par les électeurs propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excédera pas deux cent cinquante mille (\$250,000.00) dollars, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seraient à l'avantage de la population. La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits

purposes, on such conditions as the council may establish by resolution."

**6.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Dorval, by adding after section 603, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 603a,  
added  
for city.

"**603a.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, by by-law requiring no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, borrow a sum not exceeding fifty thousand (\$50,000.00) dollars for urgent permanent works.

Loan au-  
thorized.

The works necessitating such loan shall not, however, be undertaken before the resolution of the council authorizing the same has been approved by the Quebec Municipal Commission."

Previous  
approval.

**7.** Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the city is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding two hundred and fifty thousand (\$250,000.00) dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received all the approvals required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector proprietors. If the required approvals are obtained, the council of the city is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to effect one or more loans the total of which shall not exceed two hundred and fifty thousand (\$250,000.00) dollars, to acquire by agreement or by expropriation, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population. The city is authorized to sell or lease the said immovable or immovables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immovables to the city, and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the

Creation  
of indus-  
trial fund  
author-  
ized.



emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi  
des som-  
mes per-  
çues.

Tout montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la cité au même titre que les immeubles.

Acquisi-  
tion pour  
protection  
de créan-  
ce.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite les revendre ou louer; le prix de vente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir  
d'em-  
prunt non  
affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la cité pour ses fins municipales.

Annexion.

8. A compter de la sanction de la présente loi, est annexé au territoire de la cité de Dorval, le lot 726 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine.

Entrée en  
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

debt on the loan or loans effected to acquire or erect the said immoveables.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the city in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The city shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the city on the same basis as the immoveables.

Use of  
sums col-  
lected.

If the city should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisi-  
tion to  
protect  
claim.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the city for its municipal purposes.

Borrow-  
ing power  
not af-  
fected.

8. From and after the sanction of this act, lot 726 of the official cadastre of the parish of Lachine, shall be annexed to the territory of the city of Dorval.

Annexa-  
tion.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.